

FÉDÉRATION FO PUBLIC ET SANTÉ

Hôpitaux: plus d'un milliard d'euros d'économies ou de gel de crédits!

En refusant de rompre avec la logique de l'enveloppe limitative, le gouvernement a décidé dès le début de la campagne budgétaire 2013 d'économiser ou de geler plus d'un milliard d'euros.

Ainsi, la première circulaire tarifaire 2013 impose aux établissements de santé 657,5 millions d'euros de mesures d'économies soit 314 millions en efficience interne; 193,5 millions en gestion du risque et pertinence des actes; 150 millions sur les produits de santé (baisse des prix de médicaments et dispositifs médicaux).

Dans le même temps, 415 millions d'euros sont mis en réserve. Ces crédits seront «éventuellement» reversés en fin de campagne, sous réserve du respect de l'Objectif national des dépenses d'assurance maladie (ONDAM). Ces crédits gelés représentent 115 millions au titre du nouveau «coefficient prudentiel» sur les tarifs, 40 millions issus de la «déchéance» du Fonds de modernisation des établissements de santé publics et privés (FMESPP), 125 millions en Dotation annuelle de financement (DAF), 75 millions via le Fonds d'intervention régional (FIR) et 60 millions en «marges de manoeuvres nationales».

Il faut en finir avec l'étranglement budgétaire des hôpitaux!

Ces économies vont directement impacter les moyens de fonctionnement des hôpitaux. Ils ne pourront faire face à l'augmentation normale de leurs dépenses, par ailleurs incompressibles, sinon qu'en taillant dans les «charges» de personnels, en d'autres termes, dans les effectifs.

Les personnels, avec FO ne peuvent accepter que cette austérité imposée aux établissements se traduise par une nouvelle aggravation des difficultés budgétaires conduisant à la suppression de plusieurs milliers de postes (35.000 selon la FHF).

Cette situation est le résultat du maintien de l'enveloppe fermée qu'est l'ONDAM et de la mise en oeuvre des lois qui programment la diminution des finances publiques, en application du traité budgétaire européen. Cette politique débouche sur l'aggravation de l'austérité que FO condamne et combat.

FO refuse que les personnels soient transformés en variable d'ajustement budgétaire des hôpitaux. A l'inverse, FO réaffirme qu'il est temps de rompre avec cette logique comptable et d'abandonner la loi HPST.

Il faut octroyer des moyens budgétaires passant par l'effacement de la dette des établissements et l'arrêt de la T2A, afin de permettre le bon fonctionnement des établissements et répondre aux revendications des personnels.

Communiqué du 10/04/2013

